Henry R CHIDLER
Domaine de Beauregard no 254
Route de Saint Caprais
33550 LE TOURNE.

Le 30 décembre 2003.

Monsieur D MOYEN
Président de la Commission particulière
du débat public.
La Cité Mondiale
23, Parvis des Chartrons
33000 BORDEAUX.

Monsieur le Président

médecin pneumologue, retraité depuis dix ans, j'étais particulièrement heureux de participer à un débat public consacré, si j'ai bien compris, à la facilitation du transit auto-routier Nord-Sud des marchandises dont on prévoit l'augmentation, par un contournement autoroutier de Bordeaux à l'horizon 2020.

Me jugeant incapable de formuler des propositions au sujet de la troisième question que la Commission particulière de débat doit aborder, je m'apprêtais à vous proposer mes réflexions en réponse aux deux premières questions, dans l'esprit que vous précisez vous-même, à savoir : « ... l'esprit de celui à qui est donné l'occasion et la possibilité d'exercer son droit d'expression etc... » en vue « d'exprimer son avis de citoyen responsable », dont les remarques et interrogations seront colligées dans un compte-rendu du débat, que vous adresserez à la Commission nationale du débat public en janvier 2004. Celle-ci doit en informer les instances gouvernementales en vue « d'éclairer le Gouvernement sur les composantes des choix qu'il **devra** faire tant sur le principe du contournement que sur ses modalités éventuelles de réalisation ».

A la première question de savoir s'il faut envisager un contournement il est inutile de répondre car il se fera, le gouvernement l'ayant acté parmi les priorités des 50 mesures retenues par le Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire devant être réalisées d'ici 2025. Notre premier ministre n'a même pas attendu la fin du débat, en cours jusqu'au 15 janvier 2004, pour communiquer les décisions de la CIADT. Cette attitude illustre parfaitement à mes yeux l'hypocrisie du discours gouvernemental qui n'a cure en fait de l'opinion du citoyen de base ... ou de « la France d'en bas » avec laquelle il dit vouloir communiquer. Une telle attitude de mépris du citoyen peut être qualifiée de déni de démocratie participative et en l'occurrence de loi ; elle implique également une gabegie d'argent liée au coût de fonctionnement de la Commission particulière. De tels abus de gouvernance – le mot est d'actualité – sont choquants et ne contribueront pas à combler la césure existante entre citoyens et élus.

De cet état de fait découle une ambiguïté qu'il faudra bien voir levée : quel a été, dans cette duperie, le rôle de la Commission particulière que vous présidez ? S'est-elle pliée à cette

mascarade ou a-t-elle été abusée? Le numéro 2 du Journal du Débat, que nous avons reçu, ayant été réalisé avant la publication par la presse des décisions du CIADT du 18 décembre 2003, vous n'avez pas pu nous donner votre opinion à ce sujet ni nous indiquer quelle conduite vous adopterez.

Quant à la deuxième question, pourquoi en débattre dans un tel contexte ? Il y a tout lieu de penser que la décision est déjà prise : néanmoins, puisque l'on est censé pouvoir et devoir émettre un avis, le contournement devant se faire, je pense qu'il faudra choisir entre la pression des grands élus régionaux à l'Ouest et le bon sens, qui voudrait qu'il passe par l'Est, pour permettre le maillage des autoroutes régionales actuelles et à venir, ce qui paraît le plus adapté au but de ce contournement.

Mais je suis loin de penser que le bon sens ait animé l'élaboration de ce projet de contournement autoroutier de Bordeaux : le bon sens aurait voulu qu'il fut confronté à des solutions alternatives réelles, dans le cadre d'un débat européen coordonné des politiques de transport respectant les orientations et directives politiques nées des préoccupations écologiques mondiales du moment, afin d'évaluer dans quelle mesure le transport des marchandises peut être assuré par des voies complémentaires réduisant d'autant la politique de facilité immédiate du tout routier qui prévaut actuellement en France. Au lieu de cela, il nous est proposé sous la forme d'un plaidoyer, comme une nécessité loco-régionale incontournable de cette politique, et finalement imposée.

En guise de conclusion : un sentiment de gâchis intellectuel réflexif et politique ... un de plus me direz-vous !

Veillez croire, Monsieur, à mes meilleurs sentiments.

H Chidler.